



ODOXA

L'Opinion tranchée

Les Français, les finances publiques et les réformes

Une étude menée par ODOXA pour la

FONDATION
IFRAP

Méthodologie



Recueil

Enquête réalisée auprès d'un échantillon de Français interrogés par internet les **3 et 4 septembre 2025**.



Echantillons

Echantillon de **1 005 Français** représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus.

La représentativité de l'échantillon est assurée par la méthode des quotas appliqués aux variables suivantes : sexe, âge et profession de l'interviewé après stratification par région et catégorie d'agglomération.

Précisions sur les marges d'erreur

Chaque sondage présente une incertitude statistique que l'on appelle marge d'erreur. Cette marge d'erreur signifie que le résultat d'un sondage se situe, avec un niveau de confiance de 95%, de part et d'autre de la valeur observée. La marge d'erreur dépend de la taille de l'échantillon ainsi que du pourcentage observé.

Taille de l'Echantillon	Si le pourcentage observé est de ...					
	5% ou 95%	10% ou 90%	20% ou 80%	30% ou 70%	40% ou 60%	50%
100	4,4	6,0	8,0	9,2	9,8	10,0
200	3,1	4,2	5,7	6,5	6,9	7,1
300	2,5	3,5	4,6	5,3	5,7	5,8
400	2,2	3,0	4,0	4,6	4,9	5,0
500	1,9	2,7	3,6	4,1	4,4	4,5
600	1,8	2,4	3,3	3,7	4,0	4,1
800	1,5	2,5	2,8	3,2	3,5	3,5
900	1,4	2,0	2,6	3,0	3,2	3,3
1 000	1,4	1,8	2,5	2,8	3,0	3,1
2 000	1,0	1,3	1,8	2,1	2,2	2,2
3 000	0,8	1,1	1,4	1,6	1,8	1,8

Lecture du tableau : Dans un échantillon de 600 personnes, si le pourcentage observé est de 20% la marge d'erreur est égale à 2,5 points : le pourcentage réel est donc compris dans l'intervalle [17,5 ; 22,5].

Principaux enseignements

Inconscients de la situation de la dette et hostiles à la baisse de la dépense publique, les Français ? Faux.

- 1) La situation de la dette et des déficits préoccupe désormais **plus des trois quarts** des Français (77%)... soit une hausse de 13 points en un an.
- 2) **6 Français sur 10** pensent même que notre dette publique fait de la France « **un pays proche de la faillite** » (60%).
- 3) Dès lors, **plus de 8 Français sur 10** (82%) souhaitent **une baisse des dépenses publiques**, plutôt que de voir augmenter leurs impôts.

Les Français sont prêts à de nombreux efforts pour parvenir à réduire la dette :

4) D'abord ils sont favorables à la réduction du nombre de fonctionnaires :

63% sont favorables à la diminution du nombre de fonctionnaires en ne remplaçant pas une partie des départs à la retraite. Dans le détail, 69% sont pour « la fin de l'emploi à vie pour les nouveaux agents » et 63% soutiennent « la mise en place d'une rémunération au mérite ».

5) Ensuite, ils veulent réduire les normes et trancher dans le « mille-feuille » territorial :

Plus des trois quarts estiment aussi que les « normes » sont trop nombreuses dans notre pays (78%) et qu'elles « pénalisent l'activité économique » (77%) et veulent « que l'on supprime des collectivités territoriales car il y en a trop » selon eux (74%).

6) Ils soutiennent des économies sur les aides sociales, le chômage et la santé :

66% des Français seraient favorables à une extension de la dégressivité des droits au chômage en étendant cette mesure à tous les allocataires de l'assurance-chômage
77% sont pour la mise en place d'un plafond pour l'ensemble des aides sociales existantes (RSA, allocations logement, prime de rentrée, etc.) et 61% pensent qu'il faudrait soumettre les minima sociaux à l'impôt sur le revenu, exactement comme on le fait pour les salaires.
Ils sont aussi 77% à souhaiter que ces aides soient désormais réservées aux personnes résidant en France depuis plus de 5 ans.

7) Enfin, sur la santé aussi, les Français sont prêts à des efforts :

57% approuvent ainsi une extension de la franchise médicale pour les transports sanitaires afin qu'elle concerne aussi les patients qui les utilisent très régulièrement et 52% sont favorables à ce que les bénéficiaires de l'AME ou de la CSS aient désormais à avancer leurs frais de santé au lieu de bénéficier du tiers-payant
Seul tabou : l'âge de la retraite... les Français préféreraient encore payer plus d'impôts que d'accepter un nouveau report.

Synthèse détaillée du sondage

(1/3)

Inconscients de la situation de la dette et hostiles à la baisse de la dépense publique, les Français ? Faux.

La situation de la dette et des déficits préoccupe désormais plus des trois quarts des Français (77%)... soit une hausse de 13 points en un an. Cette préoccupation fait consensus, aussi bien sur le plan social que sur le plan politique : 80% des cadres et 70% des ouvriers se disent préoccupés, ainsi que 86% des sympathisants de droite... et 67% de ceux de gauche.

Il faut dire que plus de 6 Français sur 10 pensent que notre dette publique fait de la France « un pays proche de la faillite » (60%), qui va bientôt se voir imposer une mise sous tutelle du FMI comme la Grèce ou le Portugal il y a quelques années (63%).

Dès lors, plutôt que de voir augmenter leurs impôts, plus de 8 Français sur 10 (82%) souhaitent une baisse des dépenses publiques. Et ils sont prêts à de nombreux efforts pour y parvenir.

1) D'abord, ces efforts concernent la réduction du nombre de fonctionnaires

Près des deux tiers des Français (63%) sont favorables à la diminution du nombre de fonctionnaires en ne remplaçant pas une partie des départs à la retraite. Cette option rencontre un large consensus dans le pays : si 67% des salariés du privé sont « pour », une courte majorité de 51% de ceux du public l'est aussi. Le seul clivage qui demeure est politique : les sympathisants de gauche étant les seuls à être une petite majorité à y demeurer opposés (54%), alors que 76% des sympathisants de droite, 80% de ceux de Renaissance et 71% de ceux du RN y sont favorables.

Dans le détail, les Français soutiennent aussi très majoritairement « la fin de l'emploi à vie pour les nouveaux agents » (69%), « la mise en place d'une prime de présentisme à la place des primes existantes visant à limiter l'absentéisme » (66%), ainsi que « la mise en place d'une rémunération au mérite dans la fonction publique » (63%).

Cette fois, l'adhésion est encore plus massive : ainsi, la fin de l'emploi à vie pour les nouveaux agents est approuvée par 73% des salariés du privé, 75% des retraités et même 53% des sympathisants de gauche. Même s'ils sont logiquement moins enthousiastes que les salariés du privé, les principaux concernés sont désormais, eux aussi, une majorité à y être favorables : 53% des salariés du secteur public sont pour la fin de l'emploi à vie pour les nouveaux agents !

Synthèse détaillée du sondage

(2/3)

2) Ensuite, les Français sont aussi prêts à réduire les normes, à trancher dans le « mille-feuille » territorial et à décentraliser davantage

Plus des trois quarts des Français estiment aussi que les « normes » sont trop nombreuses dans notre pays (78%) et qu'elles « pénalisent l'activité économique » (77%) ; et autant (74%) veulent que l'on tranche dans le « mille-feuille » territorial, estimant « qu'il faudrait supprimer des collectivités territoriales car il y en a trop », selon eux.

Enfin, les Français sont prêts à ce que l'on décentralise certaines compétences relevant aujourd'hui de l'État, comme la culture, la santé ou même l'éducation, et souhaitent les transférer aux collectivités locales. Si nul ne souhaite majoritairement que ces trois compétences soient toutes délocalisées, 55% des Français se disent favorables à ce qu'au moins l'une d'elles le soit.

3) Les Français sont partants pour des efforts concernant les aides sociales, les allocations chômage et la santé

Les deux tiers des Français (66%) seraient favorables à une extension de la dégressivité des droits au chômage, en étendant cette mesure à tous les allocataires de l'assurance-chômage (et pas seulement aux cadres).

Dans le même esprit, plus des trois quarts des Français (77%) sont aussi favorables à la mise en place d'un plafond pour l'ensemble des aides sociales existantes (RSA, allocations logement, prime de rentrée, etc.). Un étonnant consensus politique existe même dans l'opinion à ce sujet : 89% des sympathisants de droite, mais aussi 58% des sympathisants de gauche y seraient favorables.

En outre, le plafond qu'ils considèrent approprié pour ces aides sociales est assez bas : près des trois quarts (72%) de ceux qui veulent un plafonnement des aides le situent à moins de 1 500 € par mois et par foyer. Rapporté à l'ensemble de la population (en réintégrant les opposants à ce plafonnement), cela signifie que 55% des Français à la fois veulent un plafond et le situent à moins de 1 500 € par mois.

Autre signal fort : 61% des Français pensent qu'il faudrait soumettre les minima sociaux à l'impôt sur le revenu, exactement comme on le fait pour les salaires.

4) Sur la santé aussi, les Français sont d'accord pour agir

57% des Français approuvent une extension de la franchise médicale pour les transports sanitaires, afin qu'elle concerne aussi les patients qui les utilisent très régulièrement (et qui en sont actuellement exemptés). Fait rare : les plus de 65 ans – les plus souvent concernés par cette exemption – sont ceux qui sont les plus favorables à cette extension (66%).

Synthèse détaillée du sondage

(3/3)

Une (courte) majorité de Français (52% vs 47%) se dit même favorable à ce que les bénéficiaires de l'AME ou de la CSS aient désormais à avancer leurs frais de santé, au lieu de bénéficier du tiers-payant. Mais cette idée divise davantage l'opinion (la gauche est contre).

Par ailleurs, les Français sont encore plus favorables à une autre mesure restrictive sur l'attribution de ces aides : 77% souhaiteraient qu'elles soient désormais réservées aux personnes résidant en France depuis plus de 5 ans. Cette mesure séduirait non seulement la quasi-totalité des sympathisants du RN et de la droite, mais aussi une majorité de sympathisants de gauche : 91% des sympathisants de droite et 60% de ceux de gauche (dont 52% des LFI) soutiennent une telle mesure.

5) Encore plus audacieux dans leur volonté réformatrice, les Français remplaceraient bien les habituels professionnels de la politique par des entrepreneurs

Largement déçus par les professionnels de la politique -et en particulier en matière de gestion des finances publiques- 72% des Français souhaiteraient désormais que l'on fasse confiance à « un gouvernement composé d'entrepreneurs et de dirigeants ayant fait leurs preuves dans le monde de l'entreprise ». Cette idée séduit les CSP+ (69%) et davantage encore les CSP- (76%)... pas de « patron-bashing » donc chez les ouvriers et les employés.

6) En revanche, toucher à l'âge de départ à la retraite demeure tabou, les Français préfèrent encore payer plus d'impôts ou de cotisations sociales !

Une réforme reste toutefois taboue : le report de l'âge de départ à la retraite.

L'IFRAP a testé ici l'hypothèse d'un recul à 66 ans, comparée à une hausse de 150 à 250 € par an en impôts ou cotisations sociales. Et, alors même qu'ils estiment déjà payer trop d'impôts et de taxes, 61% des Français préfèrent cette hausse fiscale à un report de l'âge légal de départ à la retraite.

Une seule catégorie de la population ferait le choix inverse... les retraités. Politiquement, le sujet divise tout de même. Les sympathisants de droite modérée sont, de justesse, favorables au report (55%), tandis que la gauche y est fermement opposée : 76% préfèrent l'augmentation des prélèvements. Au Rassemblement national, la préférence va également à cette solution (64%).

Toutes les enquêtes d'opinion montrent combien ce sujet reste sensible : la retraite est perçue comme un droit acquis, non négociable, et l'idée de devoir travailler plus longtemps suscite d'autant plus de rejet que les Français doutent fortement de l'efficacité des réformes proposées. Ils ne croient pas qu'un nouveau report garantirait la pérennité du système, et ils ne font pas confiance à leurs responsables politiques pour en assurer l'équité.

Céline Bracq, co-fondatrice et directrice générale d'Odoxa



Résultats du sondage



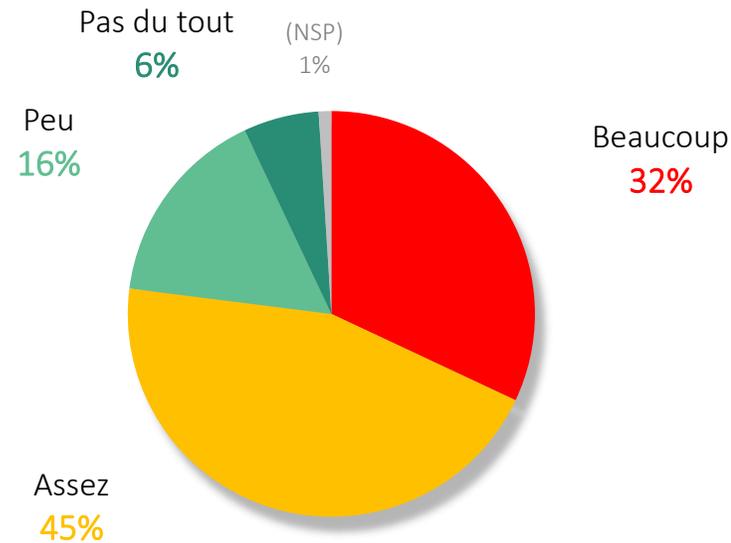
La situation de la dette et des déficits préoccupe désormais plus des trois quarts des Français (77%)... soit une hausse de 13 points en un an



La situation de la dette et des déficits en France est quelque chose qui vous préoccupe...

% Peu / Pas du tout : 22%

% Beaucoup / Assez : 77%



+13 points
depuis 2024*

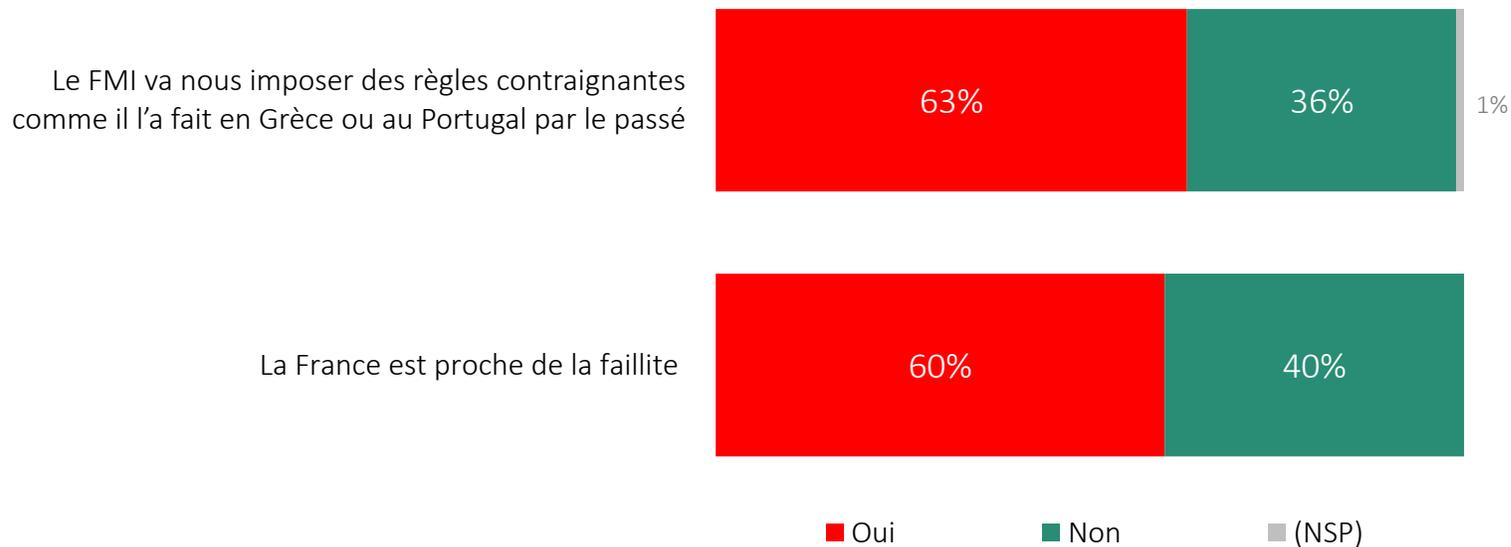
Ce sujet est devenu un objet de consensus social et même politique :

80% des cadres et 70% des ouvriers se disent préoccupés, ainsi que 86% des sympathisants de droite et 67% de ceux de gauche.

Il faut dire que plus de 6 Français sur 10 pensent que notre dette publique fait de la France « un pays proche de la faillite » qui va bientôt se voir imposer une mise sous tutelle du FMI comme la Grèce ou le Portugal il y a quelques années



Avec 3 300 milliards de dette publique pensez-vous que... ?



Plutôt que de voir augmenter leurs impôts, plus de 8 Français sur 10 souhaitent une baisse des dépenses publiques

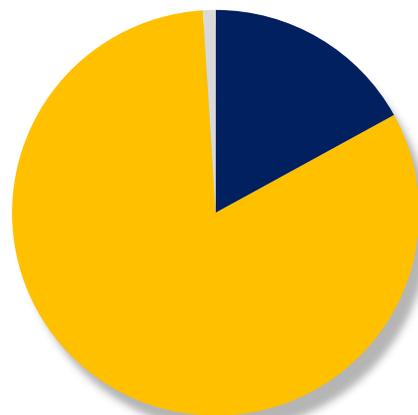


Pour améliorer la situation de nos finances publiques préférez-vous que l'Etat augmente les impôts en France ou qu'il baisse les dépenses publiques ?

Qu'il baisse les dépenses publiques
82%

(NSP)
1%

Qu'il augmente les impôts
17%



Qu'ils soient sympathisants de droite (92%) ou de gauche (63% dont 60% à LFI), une majorité de Français sont pour la baisse des dépenses publiques plutôt que la hausse des impôts.

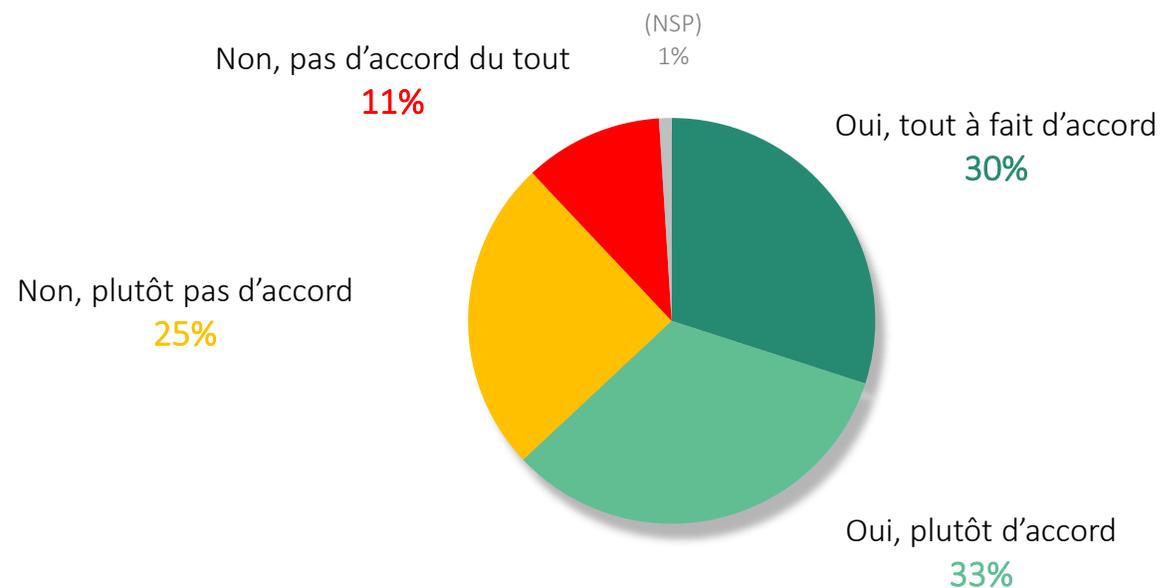
Dès lors, près des deux-tiers des Français sont favorables à la diminution du nombre de fonctionnaires en ne remplaçant pas une partie des départs à la retraite



Êtes-vous d'accord avec l'idée de baisser le nombre de fonctionnaires en ne remplaçant pas une partie des départs à la retraite ?

% Non : 36%

% Oui : 63%



Quasi-consensus :

Si 67% des salariés du privé sont « pour », une courte majorité de 51% de ceux du public le sont aussi.

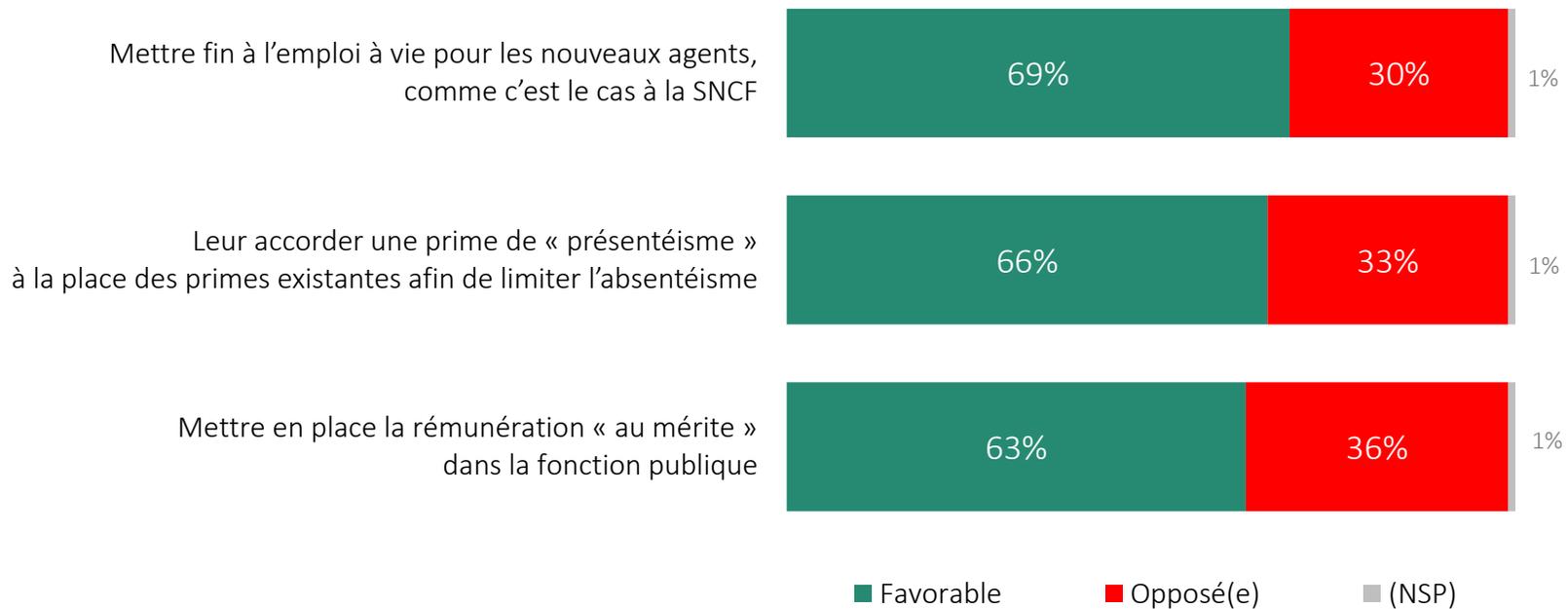
Un certain clivage politique subsiste toutefois à ce sujet : 76% des sympathisants de droite, 80% de ceux de Renaissance et 71% de ceux du RN sont pour, mais 54% de ceux de gauche y demeurent opposés



Les Français sont désormais très majoritairement favorables « à la fin de l'emploi à vie pour les nouveaux agents » ainsi qu'à « la mise en place d'une rémunération au mérite »



Seriez-vous favorable ou opposé(e) à ce que l'on mette désormais en place les réformes suivantes pour les agents du secteur public... ?



Les Français se déclarent très majoritairement favorables à ces restrictions concernant les fonctionnaires.

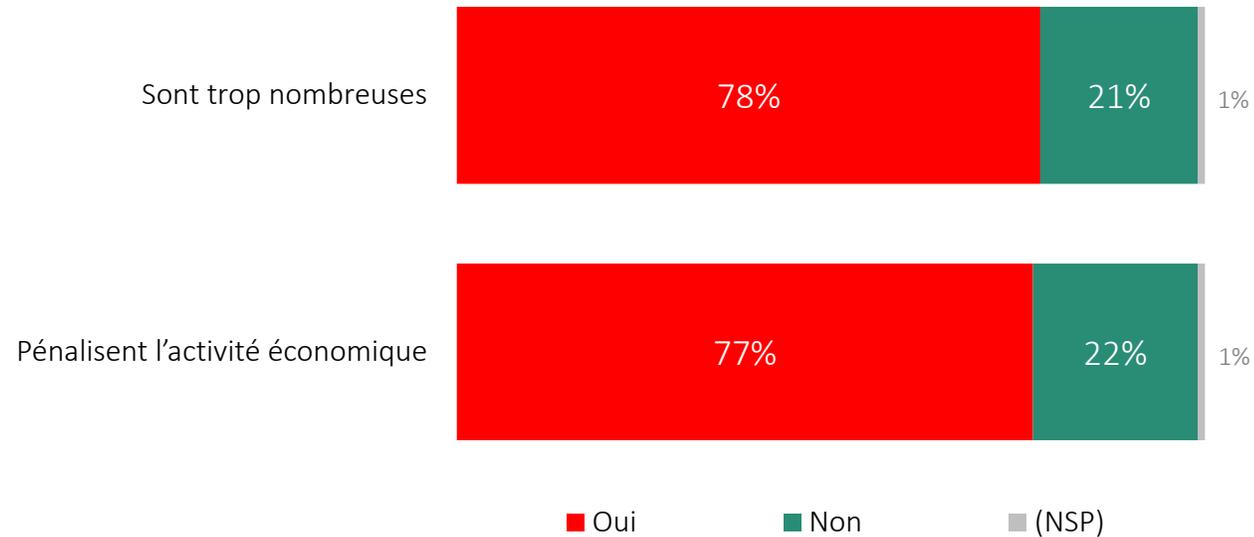
La fin de l'emploi à vie pour les nouveaux agents est ainsi approuvée par 73% des salariés du privé, 75% des retraités et même 53% des sympathisants de gauche.

Même s'ils sont logiquement moins enthousiastes que les salariés du privé, les fonctionnaires eux-mêmes sont désormais eux-aussi une majorité à y être favorables : **53% des salariés du secteur public sont pour la fin de l'emploi à vie pour les nouveaux agents !**

Plus des trois quarts des Français estiment aussi que les « normes » sont trop nombreuses dans notre pays et qu'elles « pénalisent l'activité économique »



Pensez-vous que les « normes » (lois et règlements) en France... ?



Autre levier d'économies possibles, les trois quarts des Français sont contre le mille-feuille territorial et estiment « qu'il faudrait supprimer des collectivités territoriales car il y en a trop » selon eux



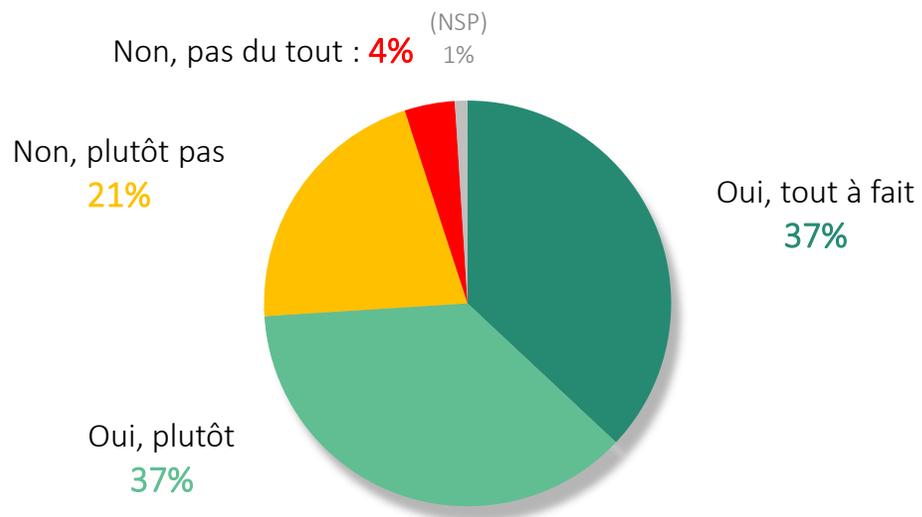
Certains parlent d'un « millefeuille » territorial pour qualifier les nombreuses collectivités locales qui ont chacune un rôle dans notre pays : régions, départements, intercommunalités, communes.

Vous personnellement, pensez-vous qu'il y a trop de collectivités locales et qu'il faudrait en supprimer ?

% Non : 25%

% Oui : 74%

Et quelle collectivité locale supprimeriez-vous ?



Les « intercommunalités » 53%

Le département 20%

La région 18%

La commune 9%

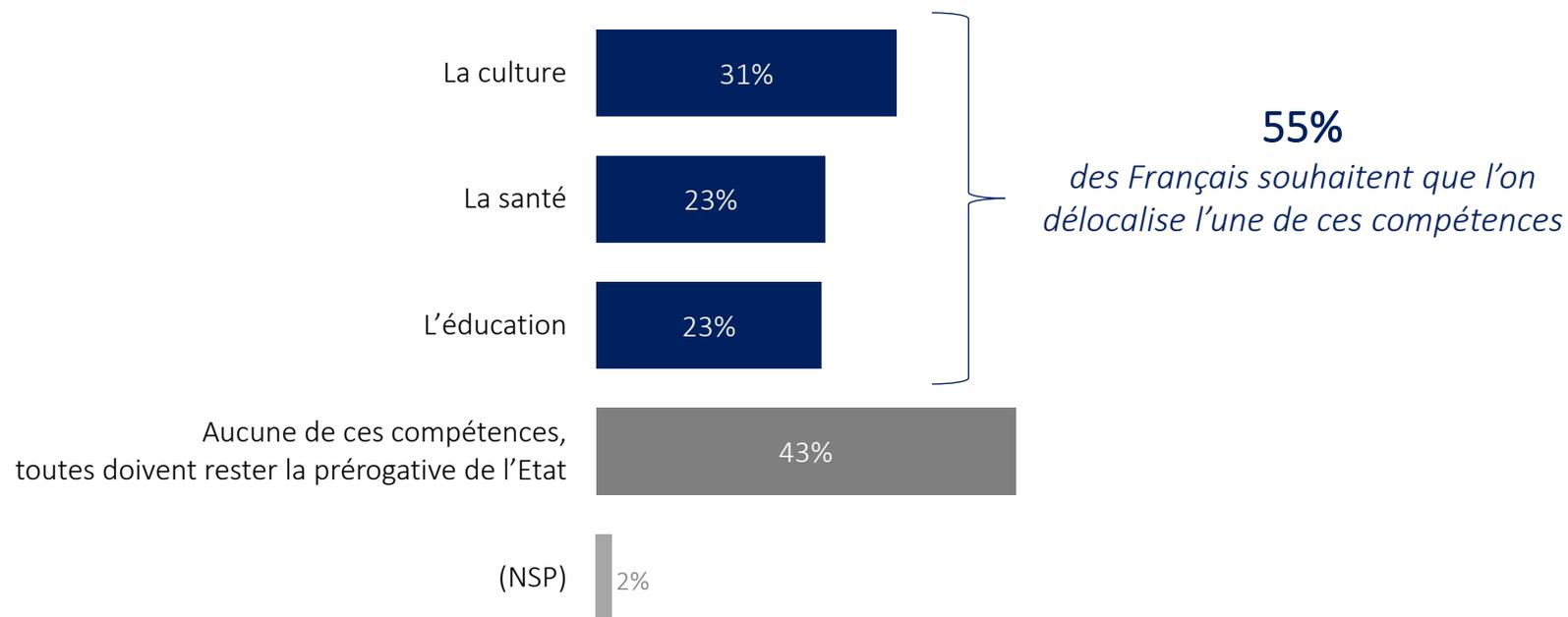
Les Français sont prêts à ce que l'on décentralise certaines compétences relevant aujourd'hui de l'Etat, comme la culture ou la santé ou l'éducation, pour qu'elles soient transférées aux collectivités locales



Parmi les compétences suivantes relevant pour l'instant de l'Etat et pas des collectivités locales, quelles sont celles que vous souhaiteriez que l'on décentralise vers les communes et les régions ?

Plusieurs réponses possibles

i Le total est supérieur à 100 car plusieurs réponses pouvaient être choisies.



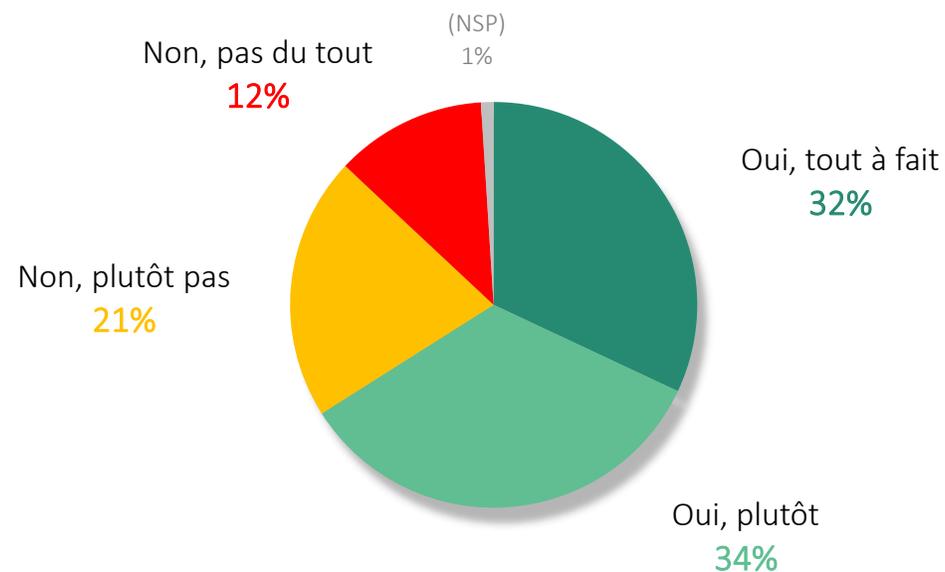
Les deux-tiers des Français seraient aussi favorables à une extension de la dégressivité des droits au chômage en étendant cette mesure à tous les allocataires de l'assurance-chômage



Êtes-vous favorable à ce que l'on étende la dégressivité des droits au chômage qui existe déjà pour les cadres à tous les allocataires de l'assurance-chômage ?

% Non : 33%

% Oui : 66%



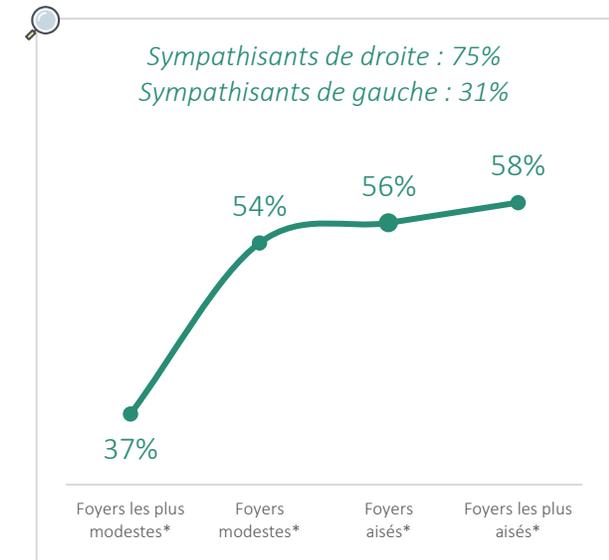
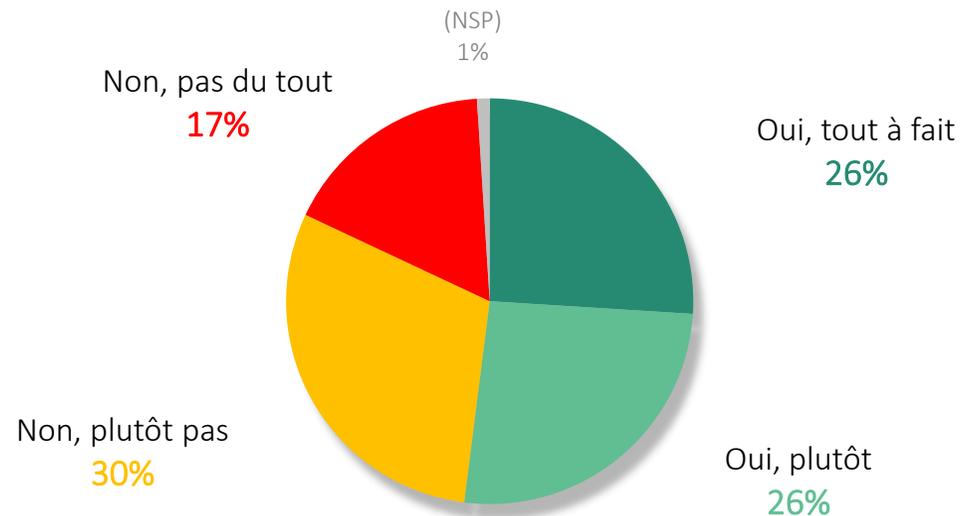
Une majorité de Français se dit aussi favorable à ce que les bénéficiaires de l'AME ou de la C2S aient désormais à avancer leurs frais de santé au lieu de bénéficier du tiers-payant



Pensez-vous que les personnes bénéficiant de l'aide médicale d'État (AME), de la complémentaire santé solidaire (C2S anciennement CMU-C) ou des transports sanitaires, devraient désormais avancer les frais de santé au lieu de bénéficier du tiers-payant ?

% Non : 47%

% Oui : 52%



57% des Français approuvent l'application stricte de la franchise de 4 euros pour les transports sanitaires sans remboursement possible

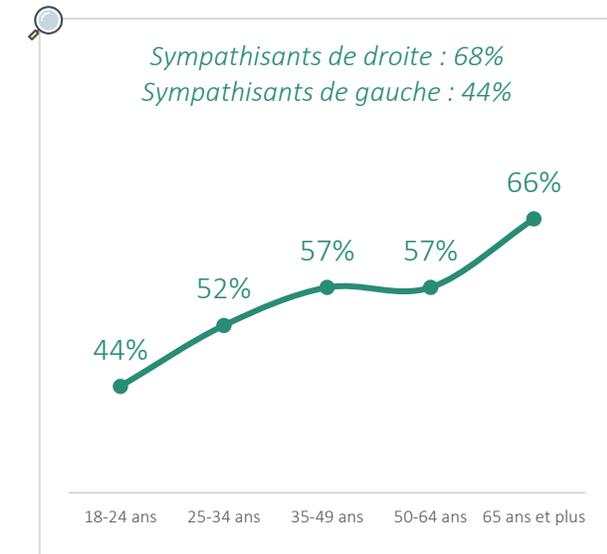
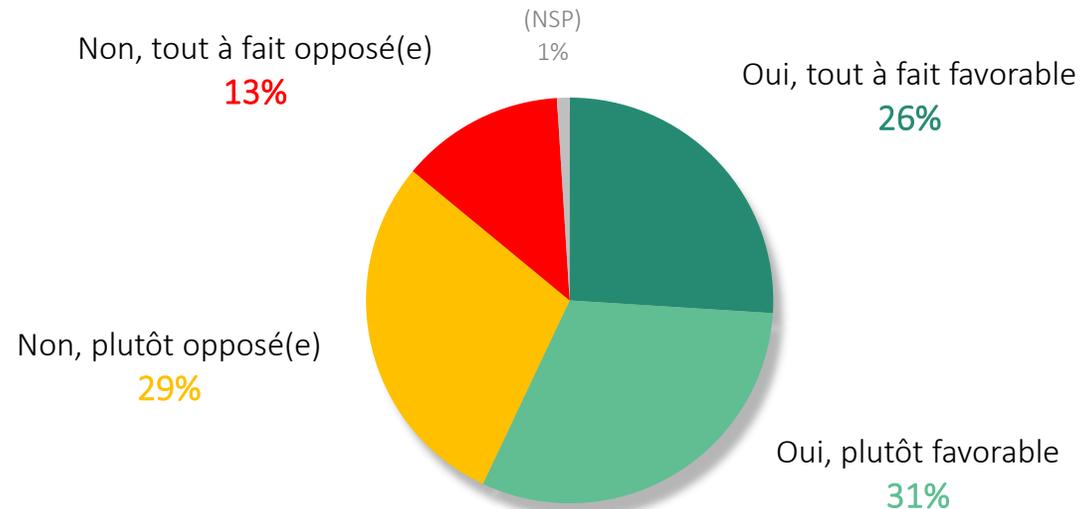


Aujourd'hui, une franchise médicale de 4 euros est demandée pour chaque transport sanitaire. Cette franchise peut être remboursée dans certains cas, notamment pour les patients qui les utilisent très régulièrement.

Seriez-vous favorable ou opposé(e) à ce qu'elle soit désormais payée par tous les patients, sans exception ?

% Opposé(e) : 42%

% Favorable : 57%



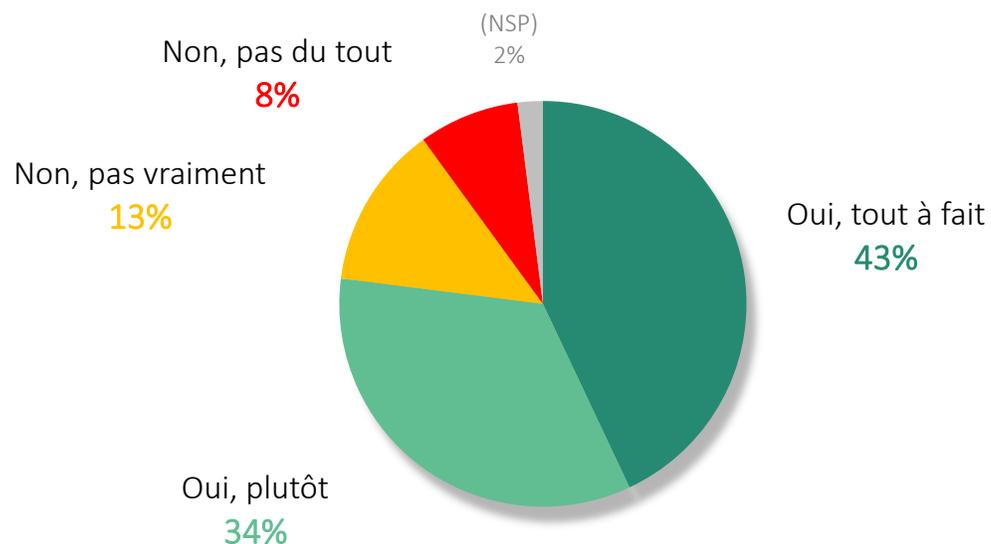
Plus des trois quarts des Français sont favorables à la mise en place d'un plafond pour l'ensemble des aides sociales existantes (RSA, allocation logement, prime de rentrée, etc.)



Aujourd'hui, plusieurs aides sociales et minima sociaux sur critères de ressources (RSA, allocations logement, prime de rentrée scolaire, etc.) peuvent être cumulés par un même foyer. Pensez-vous qu'il faudrait fixer un plafond global à ces aides en les regroupant dans une allocation sociale unique ?

% Non : 21%

% Oui : 77%



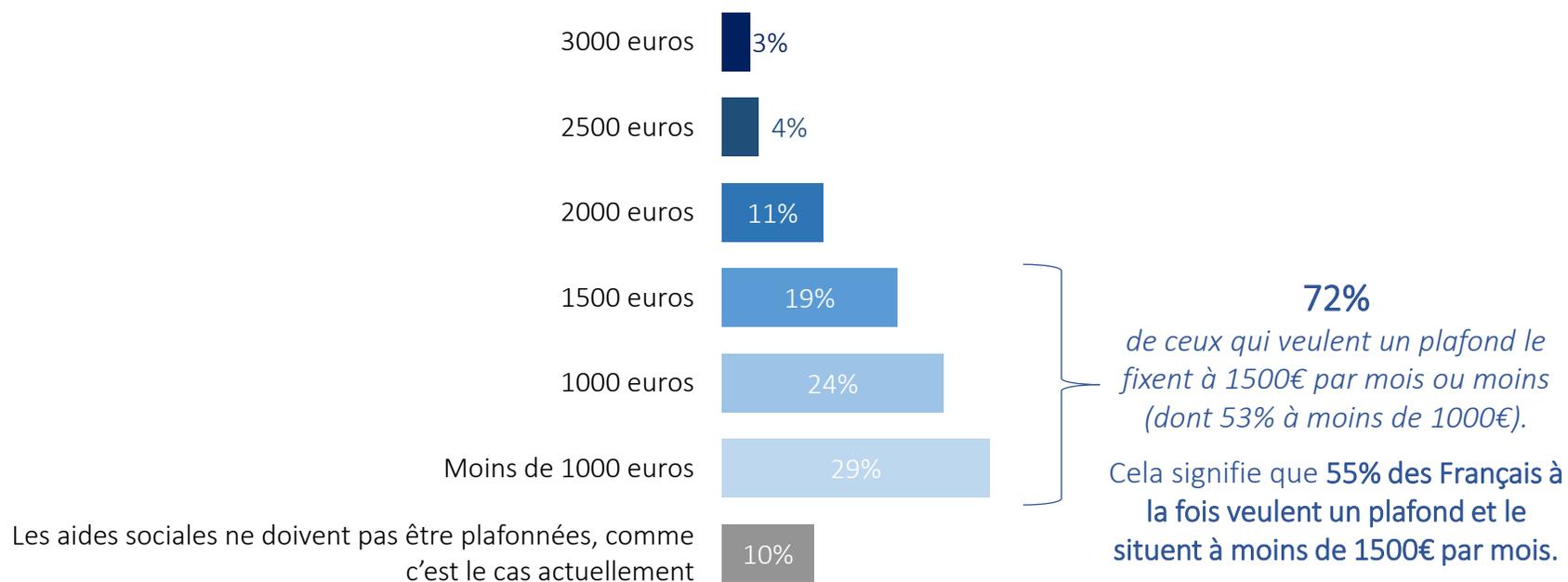
Qu'ils soient sympathisants de droite ou de gauche, une majorité (respectivement 89% et 58%) estime qu'il faudrait instaurer un plafond pour les aides sociales, y compris un sympathisant LFI sur deux (49%).

Près des trois quarts de ceux qui veulent un plafonnement des aides sociales le situent assez bas : à moins de 1500€ par mois et par foyer



Question posée à ceux qui pensent qu'il faudrait fixer un plafond global à ces aides :

Selon vous quel est le montant maximum d'aides sociales qu'un foyer doit pouvoir toucher chaque mois ?



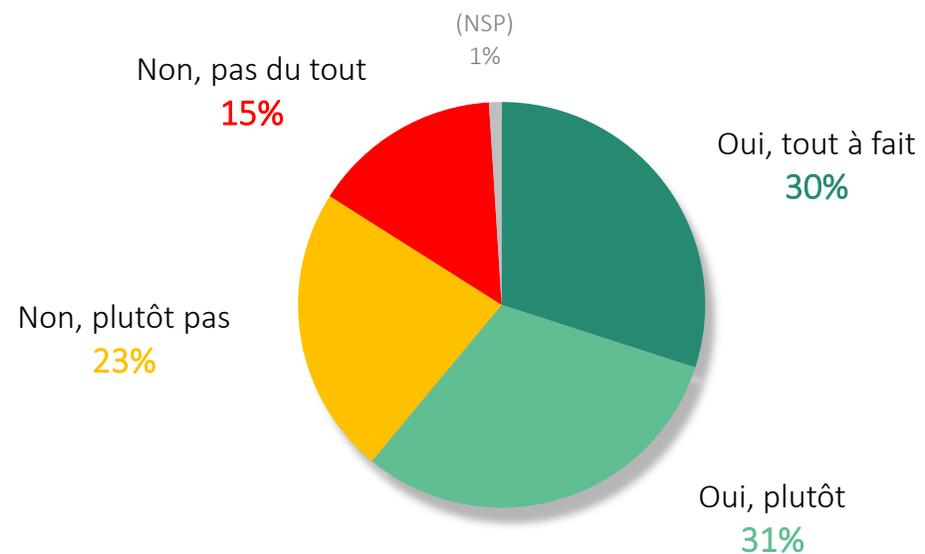
En outre, 61% des Français pensent qu'il faudrait soumettre les minima sociaux à l'impôt sur le revenu, exactement comme on le fait pour les salaires



Pensez-vous qu'il faudrait soumettre à l'impôt sur le revenu les aides et minima sociaux exactement comme on le fait pour les salaires ?

% Non : 38%

% Oui : 61%



Par ailleurs, les Français seraient favorables à une autre mesure restrictive sur l'attribution de ces aides : 77% souhaiteraient qu'elles soient désormais réservées aux personnes résidant en France depuis plus de 5 ans

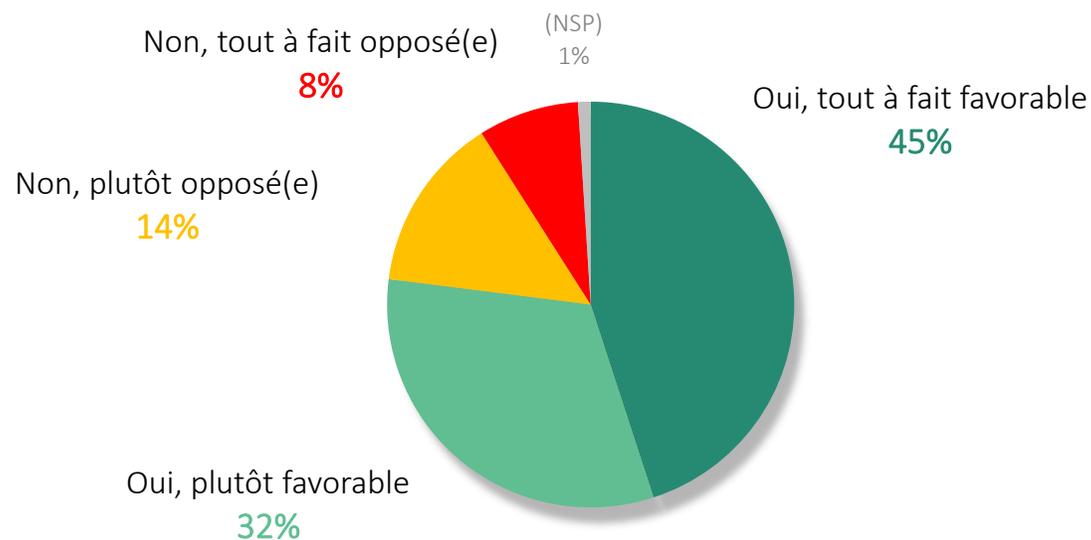


Certains proposent que les aides et les minima sociaux soient désormais réservés aux personnes résidant depuis au moins 5 ans en France, qu'ils soient Français, Européens ou extra-européens.

Vous personnellement êtes-vous favorable ou opposé(e) à une telle mesure ?

% Opposé(e) : 22%

% Favorable : 77%



Qu'ils soient sympathisants de droite ou de gauche, une majorité (respectivement 91% et 60%) est favorable à une telle mesure, y compris plus d'un sympathisant LFI sur deux (52%).

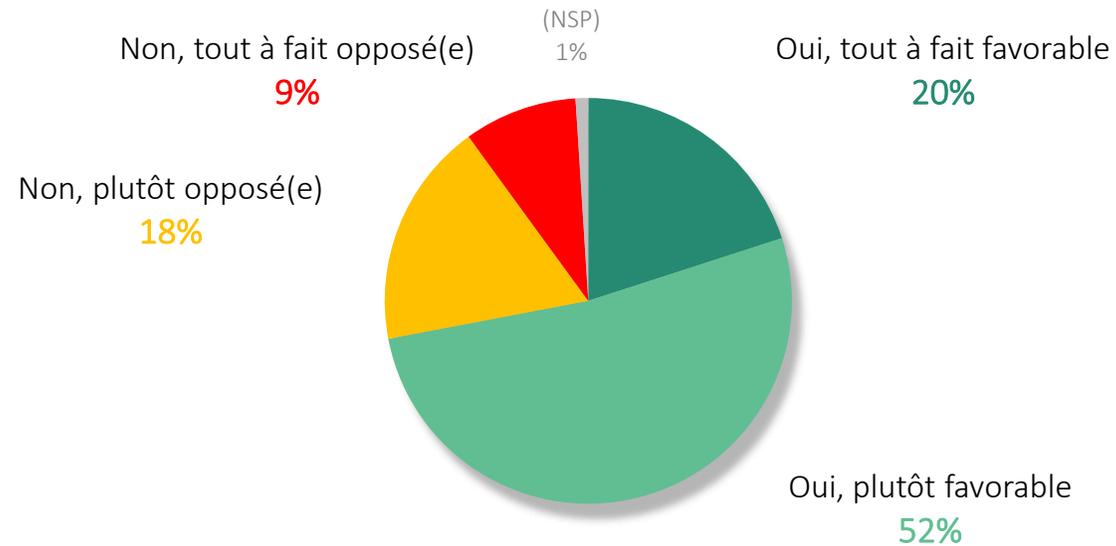
Décus par les professionnels de la politique, 72% des Français souhaiteraient un gouvernement composé d'entrepreneurs et de dirigeants ayant fait leur preuve dans le monde de l'entreprise



Seriez-vous favorable ou opposé(e) à un gouvernement qui réunirait des entrepreneurs et des dirigeants qui ont fait leurs preuves dans le monde de l'entreprise ?

% Opposé(e) : 27%

% Favorable : 72%



Des réformes oui, mais toutes ne sont pas acceptables par l'opinion : le report de l'âge légal de départ à la retraite est toujours aussi réprouvé. 61% des Français préféreraient payer entre 150 et 250€ par an de plus en impôts ou cotisations sociales plutôt que de reporter l'âge légal de départ à la retraite à 66 ans



Si vous deviez choisir entre deux options pour assurer le financement du système de retraite, laquelle vous semblerait la plus acceptable ?

